

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Cellule Risques Anthropiques  
89 rue Weber  
CS 52 002  
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 28/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ROYAL CANIN**

650, avenue de la Petite Camargue  
30 470 AIMARGUES

Références : SC/2024-11-571  
Code AIOT : 0006601905

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2022 dans l'établissement ROYAL CANIN implanté 650, avenue de la Petite Camargue – 30 470 Aimargues. L'inspection a été annoncée le 26/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE », notamment en ce qui concerne la prévention des pollutions atmosphériques et des odeurs.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROYAL CANIN
- 650, avenue de la Petite Camargue – 30 470 AIMARGUES
- Code AIOT dans GUN : 0006601905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : oui

La société ROYAL CANIN exploite une usine de fabrication d'aliments secs pour animaux de compagnie sur la commune d'Aimargues. Le site qui s'étend sur environ 23 hectares, comprend des bâtiments administratifs et des annexes ainsi que les installations de production. La partie administrative de l'établissement se compose notamment du siège social de ROYAL CANIN International, du siège social ROYAL CANIN France et de bureaux, tandis que la partie production regroupe entre autres des silos et cuves de stockage des matières premières, l'usine accueillant les zones de process de fabrication (broyage, mélange, extrusion), de conditionnement et de

stockage des produits finis, des laboratoires, un local chaufferie et la station d'épuration par lagunage.

Le fonctionnement des installations est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°11.001N du 3 janvier 2011 actualisant les conditions d'exploitation de l'établissement, ainsi que par l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-118-DREAL du 22 avril 2020 mettant à jour le classement des installations et actant les modifications apportées aux installations (mise en place d'une nouvelle machine de conditionnement et création d'un nouveau pilote de recherche et de développement).

De plus, de nouvelles modifications ont été apportées au site en 2022, à savoir l'extension de la zone de conditionnement, l'extension de la zone de la zone de stockage de matières premières avec ajout de silos et de stockages au sol en big-bag, et la régularisation des parcelles concernées par l'autorisation ICPE (le chenil et la chatterie ont été exclus du périmètre du site). Ces modifications ont été actées par lettre préfectorale datée du 16 septembre 2022.

Par ailleurs, les activités exercées par la société ROYAL CANIN sur son site relèvent de la rubrique « IED » 3642 (Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux). À ce titre, les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710, s'appliquent.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Pollution aux hydrocarbures
- Rejets atmosphériques
- Prévention des odeurs

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :



- soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Émissions diffuses	Arrêté préfectoral d'autorisation du 03/01/2011, Article 5.4.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Émissions canalisées Silos	Arrêté préfectoral d'autorisation du 03/01/2011, Articles 5.4.1 et 5.4.2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Rejets atmosphériques des installations de combustion	Arrêté ministériel du 03/08/2018, Article 6.3.I	Demande d'action corrective	2 mois
8	Livret de chaufferie	Code de l'environnement, Article R. 224-29	Demande d'action corrective	1 mois
9	Efficacité énergétique	Code de l'environnement, Articles R. 224-31, R. 224-32 et R. 224-35	Demande d'action corrective	2 mois
11	Bilan de rendement	Arrêté préfectoral d'autorisation du 03/01/2011, Article 5.6.2	Demande d'action corrective	2 mois
12	Règles d'exploitation	Arrêté préfectoral d'autorisation du 03/01/2011, Article 5.6.4	Demande d'action corrective	2 mois
13	Plan de gestion des odeurs	Arrêté ministériel du 27/02/2020, Article 14	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Pollution aux hydrocarbures	Arrêté préfectoral d'autorisation du 03/01/2011, Article 3.9.1.1	Sans objet
4	Émissions canalisées Lignes de production	Arrêté ministériel du 27/02/2020, Article 15.2	Sans objet
5	Rejets atmosphériques des installations de combustion	Arrêté ministériel du 03/08/2018, Article 6.3.I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Rendement des chaudières	Code de l'environnement, Article R. 224-28	Sans objet
10	Prévention des odeurs	Arrêté préfectoral d'autorisation du 03/01/2011, Articles 5.6.1 et 5.6.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite a permis de vérifier si les dispositions portant sur les rejets atmosphériques issus des installations de production et de combustion ainsi que sur la prévention des odeurs, sont respectées.

S'agissant des rejets atmosphériques liés au process, les contrôles des émissions de poussières sont régulièrement effectués et les valeurs limites d'émission définies par la réglementation sont respectées. Les émissions diffuses devront également faire l'objet d'une vérification périodique pour s'assurer du respect de la valeur limite fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Quant aux rejets atmosphériques issus des chaudières, l'exploitant devra faire procéder à un nouveau contrôle de toutes les chaudières présentes sur le site, les dernières analyses datant de plus de trois ans.

Concernant la vérification de la bonne qualité de combustion des chaudières, l'exploitant devra s'assurer des points suivants : présence des appareils de contrôle et de mesure au niveau des chaudières, présence et tenue à jour des livrets de chaufferie. Il a également été rappelé à l'exploitant que l'efficacité énergétique des chaudières doit être contrôlée périodiquement et en l'occurrence pour les chaudières du site, tous les 3 ans.

Enfin, sur le volet « odeurs », l'inspection constate que l'exploitant réalise bien la surveillance semestrielle des débits d'odeurs et le nettoyage régulier des dispositifs de traitement des odeurs conforme à une procédure mise en place. Par contre, le plan de gestion des odeurs exigible au 4 décembre 2023 n'a pas été mis en place par l'exploitant. Le document devra être mis en œuvre rapidement en intégrant les points demandés par la réglementation, mais également de nouvelles procédures à mettre en place relatives au suivi des opérations de maintenance (recensement du nombre de fils remplacés) et si possible à la gestion des conditions d'exploitation particulières.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Pollution aux hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 03/01/2011 – Article 3.9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dépollution des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les dispositions doivent être prises dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour éviter toute pollution accidentelle des eaux ou des sols en particulier par déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.
<b>Constats :</b> Lors de travaux de génie technique dans l'atelier de broyage en octobre 2023, une pollution aux hydrocarbures a été découverte de manière fortuite dans le sous-sol de l'atelier. La société ROYAL CANIN a mandaté le bureau d'études KALIÈS afin de réaliser une mission de prélèvement et d'analyse d'eaux souterraines sur un ouvrage piézométrique existant (piézomètre géotechnique SP1). Une campagne de mesure a donc été réalisée le 02/11/2023 et a fait l'objet d'un compte rendu intitulé « Investigation ponctuelle de la qualité des eaux souterraines suite à une découverte fortuite de pollution » et daté du 27/11/2023. Cette campagne a été complétée par trois autres campagnes de mesures effectuées le 17/01/2024, le 21/03/2024 et le 18/04/2024 sur le piézomètre SP1 et sur 4 piézomètres existants du site (2 en aval, 1 en amont et 1 au droit des lagunes), pour vérifier l'évolution des concentrations au droit de SP1 et les impacts potentiels



alentours et en bordure du site.

Les conclusions de ces 4 campagnes de prélèvements ponctuels, mettent en évidence un impact en hydrocarbures des eaux souterraines sur SP1 au niveau de l'atelier de broyage, mais aucune trace n'est retrouvée à l'extérieur des installations, notamment en aval du site.

Des opérations complémentaires ont été réalisées autour de SP1 dans l'atelier de broyage comme des investigations de sols (12 sondages de sols) pour tenter de déterminer l'origine de la contamination des eaux souterraines, et la création de 6 nouveaux piézomètres (1 directement au droit de SP1, 3 en aval immédiat, 1 en aval latéral lointain et 1 en aval direct lointain) pour vérifier l'extension du panache de contamination et de suivre l'évolution de la contamination à proximité de la zone impactée.

Les résultats du diagnostic des sols et des eaux souterraines montrent :

- pour les sols : la présence d'anomalies en hydrocarbures totaux avec une concentration moyenne de 400 mg/kg et une concentration maximale de 1 820 mg/kg, et en HAP avec des concentrations faibles, la concentration maximale étant de 0,31 mg/kg ;
- pour les eaux souterraines : un léger impact en hydrocarbures au droit de 3 piézomètres avec des concentrations comprises entre 0,275 mg/l et 1,47 mg/l. Cet impact reste localisé, car aucune trace n'est retrouvé en aval proche.

Compte tenu des résultats observés lors de ce diagnostic, l'exploitant a souhaité engager des opérations de dépollution de la nappe par biodégradation dynamisée en vue d'atténuation des teneurs en hydrocarbures dans les eaux souterraines. Les opérations réalisées par la société VAKGO, consistent en l'injection d'une solution de peroxyde d'hydrogène diluée à 0,7 % dans 4 piézomètres créés dans l'atelier de broyage (PzX1 à PzX4). Ce traitement préventif débuté en septembre 2024, est prévu à une fréquence mensuelle pendant 8 mois.

L'exploitant a également maintenu depuis juillet 2024 le suivi mensuel de la nappe sur les 6 piézomètres créés dans l'atelier de broyage et sur 4 piézomètres existants du site (2 en aval, 1 en amont et 1 au droit des lagunes).

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre à l'issue des opérations de traitement préventif des eaux souterraines, un compte rendu des résultats obtenus lors des 8 interventions prévues ainsi qu'un bilan des résultats du suivi mensuel de la nappe au droit des 6 piézomètres.

Au vu de ce qui précède, l'inspection avait informé par mail du 1<sup>er</sup> juillet 2024 que la pollution des eaux souterraines découverte lors de travaux de géotechnique ne présente pas de risques ni sur le site, ni hors du site, au regard des résultats des campagnes menées. Il n'a donc pas été nécessaire d'encadrer les travaux de dépollution, ni de mettre en place un suivi des eaux souterraines par arrêté préfectoral. L'inspection avait ainsi acté l'absence de risques sur site et hors site sans dépollution.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N°2 : Émissions diffuses

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 03/01/2011 – Article 5.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Aires de chargement et de déchargement

### **Prescription contrôlée :**

La valeur limite de concentration en poussières des rejets gazeux aux niveaux des aires de chargement et de déchargement, des équipements de manutention, de transport pneumatique ou des ventilations des silos est au plus égale à 10 mg/m<sup>3</sup>.

Toutes précautions sont prises, lors du chargement ou du déchargement des produits, afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement.

### **Constats :**

L'exploitant procède à des mesures d'émissions de poussières au niveau des silos et des lignes de process (atelier de broyage et lignes d'extrusion). Par contre, les émissions de poussières ne sont pas contrôlées au droit des aires de chargement et de déchargement.



L'inspection demande à l'exploitant d'effectuer un contrôle des rejets de poussières au niveau de la fosse de déchargement dans un délai de 2 mois.

Ce contrôle sera à renouveler tous les trois ans.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

### N°3 : Émissions canalisées – Silos

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 03/01/2011 – Articles 5.4.1 et 5.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeur limite d'émission des poussières

#### Prescription contrôlée :

La valeur limite de concentration en poussières des rejets gazeux aux niveaux des aires de chargement et de déchargement, des équipements de manutention, de transport pneumatique ou des ventilations des silos est au plus égale à 10 mg/m<sup>3</sup>.

L'exploitant fait procéder périodiquement, à des intervalles n'excédant pas trois ans, à un prélèvement et à des analyses par un organisme agréé, pour le contrôle des émissions de poussières émises en sortie des installations de dépoussiérage et des extracteurs d'air du site.

#### Constats :

Jusqu'en 2023, les analyses des rejets atmosphériques au niveau des silos, des lignes debroyage et d'extrusion étaient effectuées tous les trois ans. Au vu du grand nombre de points de rejet canalisés, un tiers des émissaires faisait l'objet d'une mesure chaque année afin d'obtenir une analyse de l'ensemble des installations tous les trois ans.

Le jour de l'inspection, les résultats des mesures d'avril 2021, de septembre/novembre 2022 et de septembre 2023 ont été consultés. Toutes les concentrations en poussières mesurées respectent la valeur limite de 10 mg/m<sup>3</sup>, les valeurs étant comprises entre 0 et 3,13 mg/m<sup>3</sup>.

À la lecture de la liste des points de rejets présentée le jour de la visite, l'inspection constate que les silos n°4, 8, 9, 12, 16, 23, 24, 27 et 33 semblent ne pas avoir fait l'objet de mesures ces trois dernières années.

L'exploitant devra mettre à jour la liste qui recense les points de rejets en cohérence avec le plan d'implantation des silos, et s'assurer que les silos susvisés ont bien été pris en compte dans le plan de surveillance annuelle de 2024. Dans le cas contraire, une mesure de la concentration en poussières au droit de ces silos devra être réalisée avant la fin de l'année 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

### N°4 : Émissions canalisées – Lignes de production

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 27/02/2020 – Article 15.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques

#### Prescription contrôlée :

Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes.

Secteur d'activité	Procédé spécifique	VLE en mg/Nm <sup>3</sup>	Fréquence de surveillance
Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux	Broyage	Unités nouvelles : 5 Unités existantes : 10	Une fois par an
	Refroidissement de granulés	20	

Extrusion d'aliments secs pour animaux de compagnie	Extrusion	100 si le flux est inférieur à 1 kg/jour 40 si le flux est supérieur ou égal à 1 kg/jour	Une fois par an
---	-----------	---	-----------------

**Constats :**  
 Les prescriptions de l'arrêté du 27 février 2020 susvisé sont applicables aux installations exploitées par la société ROYAL CANIN au 4 décembre 2023. Ainsi, à partir de 2024, les émissions atmosphériques doivent être surveillées tous les ans.  
 Pour 2024, les mesures en poussières des points de rejets sont en cours de réalisation par l'APAVE. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats dès réception de toutes les mesures.  
 Il convient de noter que les valeurs limites d'émissions pour les poussières qui s'appliquent désormais au site sont celles définies par l'arrêté du 27 février 2020 telles que :  
 – lignes de broyage : 10 mg/m<sup>3</sup>  
 – lignes d'extrusion : 20 mg/m<sup>3</sup> (valeur la plus contraignante entre le refroidissement et l'extrusion).  
**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N°5 : Rejets atmosphériques des installations de combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 03/01/2011 – Article 5.5.3	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeur limite d'émission	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les teneurs en polluants des émissions gazeuses doivent respecter les valeurs limites suivantes .	
Paramètres	Valeurs limites (mg/N.m3)
SO <sub>2</sub>	35
NOx	225
Poussières	5

**Constats :**  
 Le site dispose de 5 chaudières fonctionnant au gaz naturel :  
 – 2 chaudières SN50 et SN65 de puissance respective de 4 et 3,8 MW pour la production de vapeur,  
 – 1 chaudière « eau chaude sanitaire » (ECS) d'une puissance de 500 kW,  
 – 1 chaudière « aérothermes » d'une puissance de 500 kW  
 – 1 chaudière associée au pilote SHS d'une puissance de 400 kW.  
 Le dernier contrôle des rejets atmosphériques des chaudières process, ECS et aérothermes a été effectué par l'APAVE les 28 novembre et 7 décembre 2020. Le rapport de contrôle référencé 11584986-001 du 22 décembre 2020 a été étudié. Les concentrations mesurées en SO<sub>2</sub>, NOx et poussières respectent les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2011, à l'exception de la concentration en poussières pour la chaudière aérothermes (5,59 mg/m<sup>3</sup> > 5 mg/m<sup>3</sup>).  
 L'exploitant a indiqué le jour de l'inspection que la chaudière aérothermes a fait l'objet d'un nettoyage afin que les rejets en poussières soient conformes à la VLE. En l'absence de nouveau contrôle des rejets atmosphériques depuis 2020, le retour à la conformité pour la teneur en poussières n'a pas pu être vérifié (cf. fiche de constat n°6).  
 Il convient toutefois de noter que l'arrêté ministériel du 3 août 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de combustion soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, stipule que la mesure des poussières ainsi que celle d'oxyde de soufre ne sont pas exigées lorsque le combustible consommé est du gaz naturel.  
 Par ailleurs, ce même arrêté définit les valeurs limites applicables en NOx et monoxyde de carbone (CO) en fonction de la puissance totale de l'installation et de la date de mise en service



de l'installation. Ainsi, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les valeurs limites en NOx seront définies à 150 mg/m<sup>3</sup> pour les chaudières process et aérothermes et à 100 mg/m<sup>3</sup> pour la chaudière ECS, tandis que la valeur limite en CO pour les 4 chaudières sera de 100 mg/m<sup>3</sup>.

Dans ces conditions, les prescriptions de l'article 5.5.3 de l'arrêté préfectoral sont inadaptées. Un arrêté préfectoral complémentaire pourra être proposé ultérieurement pour modifier les valeurs limites d'émissions applicables aux appareils de combustion du site.

Dans le cadre de la décarbonation du site, la société ROYAL CANIN projette de remplacer les chaudières process par des chaudières électriques. Le projet d'arrêté préfectoral pourra également acter les modifications apportées par l'exploitant sur les appareils de combustion du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N°6 : Rejets atmosphériques des installations de combustion

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 03/08/2018 – Article 6.3.I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Périodicité des mesures

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NOx et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.

**Constats :**

Comme indiqué dans la fiche de constats n°5, le dernier contrôle des rejets atmosphériques des chaudières process, ECS et aérothermes date de novembre/décembre 2020. Selon la périodicité fixée par l'arrêté ministériel du 3 août 2018, les mesures doivent être renouvelées tous les 2 ans.

De plus, la chaudière du pilote SHS n'a pas fait d'analyse des émissions atmosphériques depuis au moins 2020.

L'exploitant devra donc faire procéder à un contrôle des rejets atmosphériques des 5 chaudières dans un délai de 2 mois. Les résultats obtenus devront respecter les valeurs limites définies dans l'arrêté ministériel du 3 août 2018 pour les chaudières fonctionnant au gaz, et transmis à l'inspection dès réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N°7 : Rendement des chaudières

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement – Article R. 224-28

**Thème(s) :** Risques chroniques, Calcul trimestriel du rendement caractéristique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de calculer au moment de chaque remise en marche de la chaudière, et au moins tous les trois mois pendant la période de fonctionnement, le rendement caractéristique de la chaudière dont il a la charge.

En outre, il doit vérifier les autres éléments permettant d'améliorer l'efficacité énergétique de celle-ci.



**Constats :**

Les 5 chaudières du site font l'objet par une entreprise extérieure, de contrôles périodiques portant sur la qualité de la combustion des appareils. Sont notamment vérifiés le rendement caractéristique des chaudières, les concentrations en NOx et CO, les taux d'oxygène et de CO2 ainsi que la température des fumées. Un compte rendu détaillant les résultats des mesures est établi pour chaque intervention.

Pour les deux chaudières process SN50 et SN65, le rendement est calculé tous les trois mois par la société SIATHERM. Les rapports des vérifications trimestrielles de 2024 montrent que le rendement calculé est supérieur à la valeur de référence établie à 90 %.

La chaudière aérothermes étant mise en service pour maintenir hors gel les installations de sprinklage, la vérification du rendement de la chaudière n'est réalisée qu'en période hivernale, soit pour la saison 2023-2024, le 27 novembre 2023 et le 4 janvier 2024. Le rendement calculé est de l'ordre de 96 %.

La chaudière eau chaude sanitaire est utilisée pour produire de l'eau chaude nécessaire au nettoyage. Le nettoyage des installations se faisant désormais à sec, la chaudière est peu employée. Le rendement de la chaudière n'a été contrôlé qu'une fois en 2023 et 2024 avec un rendement s'élevant à 97 %.

Pour la chaudière pilote SHS, les vérifications du rendement de 2024 sont vraisemblablement intervenues en janvier, février et octobre. Le rendement calculé est compris entre 91 et 92 %. Selon l'exploitant le jour de l'inspection, la chaudière fonctionne toute l'année, 5 jours sur 7. Le rendement n'a néanmoins pas été calculé tous les trois mois en 2024.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de calculer au moins tous les trois mois, le rendement des chaudières pendant leur période de fonctionnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Livret de chaufferie**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement – Article R. 224-29

**Thème(s) :** Risques chroniques, Tenue du livret de chaufferie

**Prescription contrôlée :**

Pour toute chaudière ou ensemble de chaudières définies à l'article R. 224-21, l'exploitant tient à jour un livret de chaufferie qui contient les renseignements prévus à l'article R. 224-28.

**Constats :**

Les livrets de chaufferie des chaudières SN50 et SN65, de la chaudière ECS et de la chaudière aérothermes ont été consultés le jour de l'inspection. Sont annotés les calculs des rendements et les éléments permettant de s'assurer de la bonne efficacité énergétique des chaudières (CO, NOx, O2, CO2 et température des fumées à la sortie du générateur).

Quant à la chaudière du pilote SHS, le livret de chaufferie n'a pas été présenté le jour de l'inspection.

L'exploitant devra justifier que le livret de chaufferie pour la chaudière pilote SHS a bien été mis en place et s'assurer de sa mise à jour avec le report des résultats des contrôles des rejets de combustion effectués en 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois



## N°9 : Efficacité énergétique

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement – Articles R. 224-31, R. 224-32 et R. 224-35

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle périodique de l'efficacité énergétique

### Prescription contrôlée

L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 fait réaliser un contrôle périodique de l'efficacité énergétique de celle-ci par un organisme accrédité dans les conditions prévues par l'article R. 224-37 sauf s'il a conclu un contrat de performance énergétique dont les caractéristiques sont définies par arrêté du ministre chargé de l'énergie.

Le contrôle périodique mentionné à l'article R. 224-31 comporte :

- 1° Le calcul du rendement caractéristique de la chaudière et le contrôle de la conformité de ce rendement avec les dispositions du paragraphe 1er de la présente sous-section ;
- 2° Le contrôle de l'existence et du bon fonctionnement des appareils de mesure et de contrôle prévus par le paragraphe 1er de la présente sous-section ;
- 3° La vérification du bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique situées dans le local où se trouve la chaudière,
- 4° La vérification de la tenue du livret de chaufferie prévu par l'article R. 224-29.

Ces contrôles périodiques sont effectués à la diligence et aux frais de l'exploitant de l'installation thermique.

La période entre deux contrôles ne doit pas excéder deux ans pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure ou égale à 5 MW, et trois ans pour les autres.

Les chaudières neuves font l'objet d'un premier contrôle périodique dans un délai de deux ans à compter de leur installation pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 5 MW, et dans un délai de trois ans pour les autres.

### Constats :

Le contrôle périodique de l'efficacité énergétique des chaudières SN50 et SN65, de la chaudière ECS et de la chaudière aérothermes a été effectué le 4 novembre 2024 par l'Apave. Le rapport de ce contrôle met en évidence les constats suivants et les conclusions associées au regard des 4 points de contrôle réglementaires (calcul du rendement, appareillages de contrôle, conduite et entretien des installations, tenue du livret de chaufferie) :

- un rendement conforme pour les 4 chaudières justifiant une qualité de combustion satisfaisante : constat conforme,
- l'existence et le bon fonctionnement des appareils de mesure et de contrôle pour les 4 chaudières : constat conforme,
- un état général qualifié de satisfaisant et un bon entretien des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique (calorifuge, étanchéité des réseaux primaires, équipements annexes) : constat conforme,
- la présence de livret de chaufferie : constat conforme.

Par ailleurs, à l'examen du rapport du contrôle, l'inspection constate que certains appareils de mesure et de contrôle exigés par la réglementation, ne sont pas mentionnés comme existants par l'Apave tels que :

- un déprimomètre indicateur ou enregistreur selon la puissance des chaudières
- un appareil manuel de mesure de CO ou d'indice de noircissement pour la chaudière eau chaude,
- un analyseur portatif de CO<sub>2</sub> ou d'O<sub>2</sub> pour la chaudière eau chaude,
- un indicateur de température des fumées sortie générateur pour la chaudière eau chaude,
- un indicateur d'allure pour la chaudière eau chaude,
- un indicateur de température de fluide caloporteur pour la chaudière eau chaude,
- un enregistreur de température de fluide caloporteur pour les deux chaudières process

L'exploitant devra se rapprocher de l'Apave pour mettre à jour le rapport de contrôle de l'efficacité énergétique, en particulier sur le volet « appareillages de contrôle ».

Dans le cas où des appareils de mesure et de contrôle demandés par la réglementation seraient manquants, l'exploitant devra prévoir d'en équiper les chaudières, notamment les chaudières process et eau chaude.

Par ailleurs, les derniers contrôles périodiques des chaudières se sont déroulés en septembre 2020



chaudières process et chaudière eau chaude) et en janvier 2021 (chaudière aérothermes). L'inspection rappelle à l'exploitant que ce contrôle périodique doit intervenir tous les 3 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N°10 : Prévention des odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 03/01/2011 – Articles 5.6.1 et 5.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des débits d'odeurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour ce qui concerne la limitation des odeurs, l'objectif de qualité de l'air ambiant doit permettre d'assurer l'absence de gêne olfactive notable aux riverains. Cet objectif doit répondre aux exigences ci-après :</p> <p>La concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans l'étude d'impact au niveau des zones d'occupation humaine ci-après : habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public, situées dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation, ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE/m<sup>3</sup> plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.</p> <p>Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de traitement des composés odorants, qui sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible. Le respect de cette disposition est vérifié à partir d'une étude de dispersion atmosphérique qui prend en compte les conditions locales de dispersion des polluants gazeux.</p> <p>En cas de non-respect de la limite de 5 uoE/m<sup>3</sup> dans les conditions mentionnées à l'alinéa précédent, les améliorations nécessaires pour atteindre cet objectif de qualité de l'air doivent être apportées à l'installation ou à ses modalités d'exploitation.</p> <p>L'étude de dispersion est réalisée et actualisée à la demande de l'inspection des installations classées, aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité par un organisme compétent.</p> <p>L'exploitant procède à un contrôle effectif des débits d'odeurs tous les six mois, ainsi qu'à des bilans de rendements épuratoires des installations d'abattage des odeurs.</p> <p>Ces contrôles peuvent être plus fréquents, en cas de plaintes de riverains.</p> <p>La fréquence de ces contrôles pourra être modifiée, le cas échéant, avec l'accord de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fait procéder par l'APAVE à un contrôle semestriel des débits d'odeurs au droit des 8 points de rejet des lignes d'extrusion (Mistral 1A et 1B, Mistral 2A et 2B, Mistral 3A et 3B, Wenger 7 et Wenger 8).</p> <p>Les résultats des mesures de 2022, de 2023 et du 1<sup>er</sup> semestre 2024 ont été présentés le jour de l'inspection de novembre 2024. Les valeurs des débits d'odeurs mesurées sont comparées par point de rejet aux valeurs retenues dans l'étude de dispersion effectuée en 2010 afin de démontrer le respect des 5 unités d'odeurs en limite de propriété.</p> <p>Les valeurs obtenues lors de 5 campagnes de mesures de 2022 à 2024, sont inférieures aux valeurs de référence de 2010, à l'exception d'une douzaine de valeur mesurée au niveau des points de rejet des lignes d'extrusion (1 valeur supérieure pour Mistral 2B, 2 valeurs pour Mistral 1A, Mistral 3A, Wenger 7 et Wenger 8, 3 valeurs pour Mistral 1B). Le débit d'odeurs total de la dispersion de 2010 qui s'élève à 507 x 10<sup>6</sup> uoE/h n'est néanmoins pas dépassé, les débits d'odeurs totaux de ces 3 dernières années sont compris entre 241 x 10<sup>6</sup> uoE/h et 406 x 10<sup>6</sup> uoE/h. Ainsi, le rapport conclut que les concentrations d'odeurs au niveau des tiers sont inférieures à 5 uoE/m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant a sollicité le bureau d'études Kaliès pour mettre à jour de l'étude de dispersion des</p>



odeurs de 2010. Une nouvelle modélisation des odeurs du site en situation chronique a ainsi été réalisée sur la base des mesures effectuées entre décembre 2021 et décembre 2022 afin d'évaluer les concentrations d'odeurs auxquelles les populations environnantes sont potentiellement exposées et de vérifier le respect de la réglementation en vigueur en situation de fonctionnement normal des installations et en particulier des systèmes de traitement des odeurs en place.

Le rapport indique que la modélisation des odeurs montre qu'aucune zone autour du site n'est exposée au seuil de 5 uoE/m<sup>3</sup> plus de 2 % du temps et que le site n'induit pas à priori d'impact olfactif notable dans l'environnement, comparativement au seuil imposé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 janvier 2011.

L'exploitant a précisé qu'il était prévu de mettre à jour tous les ans l'étude de dispersion avec les résultats obtenus lors des deux campagnes semestrielles effectuées sur une année glissante.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N°11 : Bilan de rendement

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 03/01/2011 – Article 5.6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques,

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant procède à un contrôle effectif des débits d'odeurs tous les six mois, ainsi qu'à des bilans de rendements épuratoires des installations d'abattage des odeurs.

Ces contrôles peuvent être plus fréquents, en cas de plaintes de riverains.

La fréquence de ces contrôles pourra être modifiée, le cas échéant, avec l'accord de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le taux d'abattement des odeurs est vérifié par l'APAVE lors de chaque campagne semestrielle par la mesure de la concentration d'odeurs en amont des dispositifs de traitement (à l'entrée dans la cellule plasma) et en aval des dispositifs (en sortie du rejet extérieur).

Le rendement obtenu ces trois dernières années est compris entre 83,2 % et 99,97 %. L'exploitant a indiqué qu'il n'était pas possible de corréler un rendement faible obtenu lors de certaines mesures (rendement inférieur à 95 %) avec d'éventuelles conditions d'exploitation particulières, comme la production de recettes plus odorantes, une production journalière plus importante, une défaillance d'équipements (fil cassé), un encrassement de fils en attente d'un nettoyage bimensuel.

Dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion des odeurs (cf. fiche de constats n°13), l'exploitant devra intégrer la gestion des conditions d'exploitation autres que normales en identifiant les recettes majorantes en termes d'émissions d'odeurs et en traçant leur production avec enregistrement dans un cahier de conduite leur date et durée de production, mais aussi les périodes de production de pointe, les nettoyages des dispositifs de traitement des odeurs et le remplacement des câbles des électrodes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N°12 : Règles d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 03/01/2011 – Article 5.6.4

**Thème(s) :** Risques chroniques,

**Prescription contrôlée :**

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié.

Le bon fonctionnement des installations de traitement des odeurs est suivi en permanence, via un



report informatique basé dans la salle de pilotage de l'extrusion.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations de traitement d'odeurs peuvent être suivies quotidiennement via un report informatique basé dans la salle de pilotage de l'extrusion dans la tour Mistral. Cet outil permet de suivre en temps réel le fonctionnement des cellules plasma et d'intervenir au plus vite dès la détection d'un défaut, uniquement en cas d'un « fil cassé ».</p> <p>Selon l'exploitant, en cas de fil cassé (indication « Short Load » sur le panneau de contrôle en salle d'extrusion), l'intervention est rapide, le changement de fil est effectué dans la journée, et la ligne d'extrusion en question ne nécessite pas son arrêt. Depuis 2023, selon un opérateur interrogé le jour de l'inspection, une traçabilité est mise en place pour suivre le nombre de fils cassés et remplacés sur 12 mois. Toutefois, l'exploitant n'a pas pu présenter de justificatif prouvant le suivi annuel des fils remplacés et/ou cassés.</p> <p>Dans le cas où ce suivi n'est effectivement pas assuré, il devra être mis en place pour permettre de suivre ce principal paramètre intéressant la prévention et le traitement des émissions olfactives des installations d'extrusion.</p> <p>Les 8 dispositifs de traitement des odeurs sont nettoyés tous les 15 jours au moyen d'une mousse désincrustante. Lors du nettoyage, sont notamment vérifiés les 149 fils de chacun des dispositifs ainsi que leurs supports. Chaque nettoyage fait l'objet d'une fiche de validation à remplir justifiant la vérification des fils, fourchettes et condensats, ainsi que la propreté de l'intérieur de l'installation et de son environnement.</p> <p>Une procédure de nettoyage des dispositifs de traitement des odeurs a été établie et mise à jour le 30 juillet 2024. Elle précise les actions à mettre en œuvre avant, pendant et après le nettoyage des installations de traitement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N°13 : Plan de gestion des odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 27/02/2020 – Article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques,
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– un protocole précisant les actions et le calendrier ;</li> <li>– un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ;</li> <li>– un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ;</li> <li>– un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</li> </ul> <p>Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter de plan de gestion des odeurs. Les dispositions de cet article sont applicables depuis le 4 décembre 2023.</p> <p>L'exploitant devra mettre en œuvre dans un délai de deux mois, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments listés ci-avant.</p>

L'inspection attire particulièrement l'attention de l'exploitant sur :

- le protocole de surveillance des odeurs dans l'environnement, lequel devra intégrer a minima les actions telles que rondes de surveillance selon une fréquence à déterminer, renforcement de la surveillance lors des périodes de pointe de production, lors de la production de recettes majorantes en termes d'émissions d'odeurs et/ou lors de conditions météorologiques défavorables ;
- le protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés. En particulier, pour chaque événement signalé, les mesures à intégrer dans ce protocole sont l'identification des causes des nuisances constatées, la mise en œuvre des actions correctives de réduction des nuisances et la description des mesures à mettre en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois